

**Point de presse de la porte-parole -
Nations unies/Journée
internationale des Nations unies -
Union européenne/Déplacement de
Mme Nathalie Loiseau au
Parlement européen - Russie**
(Paris, 24 octobre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu à la question suivante :

1 - Nations unies - Journée internationale des Nations unies (24 octobre 2017)

À l'occasion de la journée internationale des Nations unies qui marque l'anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte des Nations unies en 1945, la France rappelle son attachement au multilatéralisme et au système onusien.

Le système des Nations unies constitue un lieu unique pour traiter collectivement, par le dialogue et l'échange, les défis qui nous concernent tous et qui ne peuvent être réglés qu'à l'échelle internationale : paix et sécurité internationale, terrorisme, développement, respect des droits de l'Homme, santé, éducation, climat, migrations. C'est fort de cette conviction que le président de la République a affirmé à la tribune de l'assemblée générale des Nations unies le 19 septembre que «notre défi contemporain, celui de notre génération, c'est de savoir refonder le multilatéralisme. C'est d'expliquer qu'aujourd'hui, dans le monde tel qu'il va, il n'y a rien de plus efficace que le multilatéralisme».

La France agit quotidiennement en ce sens aux Nations unies :

- en tant que membre permanent du conseil de sécurité, elle assume une responsabilité particulière dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Elle est ainsi le deuxième contributeur de troupes parmi les cinq membres permanents, avec 940 casques bleus déployés dans le monde au sein de huit opérations de maintien de la paix, et le cinquième contributeur au budget des Nations unies. Nous sommes engagés en faveur d'une réforme du conseil de sécurité qui doit aboutir à le rendre plus représentatif et encadrer l'usage du veto lorsque des crimes de masse sont commis ;

- en tant que présidente du conseil de sécurité au mois d'octobre, la France s'est fixé deux priorités : la crise au Sahel et la protection des enfants dans les conflits armés. M. Jean-Yves Le Drian se rendra à New York les 30 et 31 octobre pour travailler avec nos partenaires sur ces sujets. Les thèmes de la protection des personnels humanitaires et médicaux dans les conflits, du trafic de migrants, en particulier en Méditerranée, sont également à l'ordre du jour.

L'amélioration urgente de la situation des Rohingyas sera évoquée.

La France poursuit par ailleurs son engagement sur l'ensemble des sujets multilatéraux :

- dans la continuité de l'Accord de Paris sur le climat qu'elle a porté, elle organisera à Paris le 12 décembre, en partenariat avec les Nations unies et la Banque mondiale, un sommet visant à encourager l'implication des acteurs financiers publics et privés dans la lutte contre le réchauffement climatique ;

- dans le domaine de l'éducation, elle appelle la communauté internationale à participer en 2018 à la reconstitution du partenariat mondial pour l'éducation qu'elle coprésidera avec le Sénégal à Dakar ;

- la santé et la défense de la liberté de la presse font partie des combats qu'elle mène. Le président de la République a appelé à la désignation d'un représentant spécial du secrétaire général des Nations unies sur la protection des journalistes dans le monde.

Afin de rendre les Nations unies plus efficaces, la France soutient les réformes ambitieuses engagées par le secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres.

2 - Union européenne - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau au Parlement européen (Strasbourg, 24 octobre 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, est aujourd'hui à Strasbourg à l'occasion de la session plénière du Parlement européen dans le cadre du dialogue régulier qu'elle a avec les députés européens, en particulier français.

Elle s'entretiendra notamment avec Mme Sylvie Guillaume, vice-présidente du Parlement européen, Mme Nathalie Griesbeck, présidente de la commission spéciale sur le terrorisme, M. Alain Cadec, président de la commission de la pêche, M. David McAllister, président de la commission des affaires étrangères, et Mme Karima Delli, présidente de la commission des transports et du tourisme. Mme Nathalie Loiseau rencontrera aussi M. Gonzalez Pons, chef de la délégation espagnole au Parti populaire européen.

Ces contacts permettront de faire le point sur les principaux sujets de l'actualité européenne et notamment sur la révision de la directive sur le détachement des travailleurs, au lendemain de l'accord ambitieux trouvé le 23 octobre au conseil des ministres de l'Union européenne chargés de l'emploi et des affaires sociales. Nous comptons sur le Parlement européen pour confirmer cet accord, lutter plus efficacement encore contre la fraude et mieux protéger les Européens.

À l'occasion de son déplacement, Mme Nathalie Loiseau s'entretiendra avec les directeurs généraux et directeurs français du Parlement européen pour un échange de vues sur la présence française dans cette institution.

3 - Russie

Q - Votre commentaire suite à la décision prise hier par le président de la Fédération de Russie de confier la mission d'ambassadeur en France à M. Alexeï Mechkov ?

R - Il s'agit d'une décision des autorités russes qui a reçu l'agrément du gouvernement français.

Il est de tradition entre nos deux pays, tous deux membres permanents du conseil de sécurité et qui entretiennent des relations denses dans tous les domaines, de nommer des diplomates expérimentés à la tête de nos ambassades respectives à Moscou et à Paris./.